

# Les héritages ont fortement augmenté en Suisse

En Suisse, le volume des héritages augmente plus vite que le revenu national. Du point de vue économique, il serait pertinent de taxer davantage les successions, mais cet impôt peut parfaitement rester de la compétence des cantons. *Marius Brühlhart*

**Abrégé** L'économiste français Thomas Piketty a démontré qu'en France, le poids de l'héritage n'a cessé de croître au cours des dernières décennies. La Suisse ne fait pas exception. Alors que les héritages et les donations représentaient quelque 5% du revenu national dans les années septante, cette proportion a dépassé 13% entre-temps. Cette croissance provient surtout du fait que les patrimoines sont toujours plus importants et que leur constitution se poursuit jusqu'à un âge très avancé. Du point de vue économique, les impôts sur les successions sont pertinents. Leur prélèvement n'incombe toutefois pas obligatoirement à la Confédération, les testateurs changeant rarement de canton de domicile.

À la veille de la votation concernant un impôt national sur les successions, ce thème est au centre du débat public. L'étude pionnière de l'économiste français Thomas Piketty sur l'évolution à long terme de l'héritage en France revêt donc une importance particulière en Suisse<sup>1</sup>.

Prenant l'exemple de la France, Piketty a montré que l'héritage s'est maintenu à peu près au même niveau durant tout le XIXe siècle, oscillant entre 20 et 25% du revenu national. C'était à l'époque une voie beaucoup plus plausible vers la richesse que l'épargne personnelle. Les troubles de la première partie du XXe siècle ont ensuite provoqué son effondrement. L'héritage est tombé à son plus bas niveau, soit 5% du revenu national, vers 1950. Depuis lors, il est en progression constante.

La dernière estimation de Piketty concerne l'année 2010, où l'héritage avait atteint 15% du revenu national. Selon les simulations de l'économiste français, il pourrait retrouver d'ici 2060 le poids économique qu'il avait à la Belle Époque.

Du point de vue statistique, la tâche de Thomas Piketty était relativement facile, dans la mesure où il s'est concentré sur la France. L'héritage y est en effet dûment enregistré (et taxé) depuis 1791. Grâce à cet acquis de la Révolution française, les chercheurs disposent de données très détaillées et comparables dans le temps.

La Suisse ne nous offre pas une telle mine de données. Depuis toujours, l'héritage n'est taxé que par les cantons et les communes. Il est donc mal documenté statistiquement. La Confédération, de son côté, prélève depuis 1911 un impôt sur la fortune. Sur cette base, on peut établir des

séries de données concernant l'évolution des patrimoines privés. Une formule relativement simple permet de calculer indirectement le poids économique des sommes héritées chaque année: on multiplie les fortunes privées par le taux de mortalité et par l'avance moyenne de la fortune des défunts sur celle des vivants, puis on divise le résultat par le revenu national correspondant.

L'estimation concrète des quatre composantes de ce calcul exige parfois de nombreux hypothèses et approximations. En raison de l'intérêt suscité par la question, j'ai tenté l'expérience avec l'économiste Élodie Moreau dans le cadre de son travail de master à l'université de Lau-

sanne<sup>2</sup>. L'illustration montre comment la part des héritages et des donations a évolué en Suisse au cours des cent dernières années, d'après nos estimations. À titre de comparaison, elle présente également les valeurs estimées pour la France et l'Allemagne.

Selon nos calculs, l'héritage avait à la Belle Époque beaucoup moins de poids en Suisse qu'en Allemagne et en France. Certes, notre estimation pour 1911 est un peu moins précise que pour les années ultérieures (d'où la ligne pointillée). Cependant, la différence entre la Suisse et ses deux voisins est tellement grande qu'elle ne peut provenir d'une simple erreur de calcul.

La hausse enregistrée ces quatre dernières décennies n'en est que plus impressionnante: l'héritage est passé de 5% du revenu national en 1975 à plus de 13% aujourd'hui. Manifestement, son poids n'a jamais été aussi important en Suisse depuis au moins cent ans – et la tendance reste à la hausse.

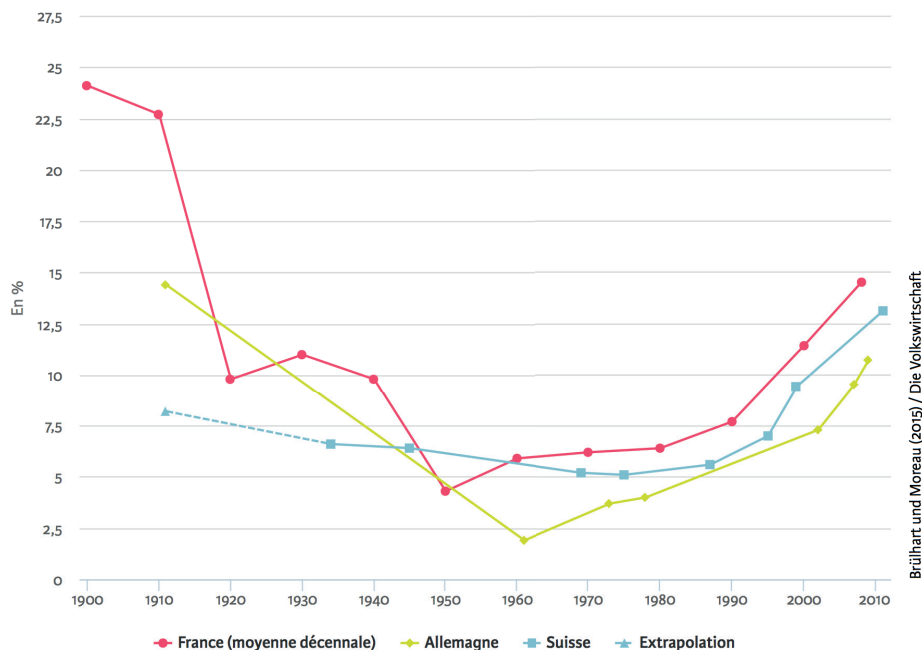
2 Brühlhart et Moreau (2015).



Villa à Montreux, sur le lac Léman. Vaud – contrairement à la majorité des cantons – s'est doté d'un impôt sur les successions pour les héritiers directs.

1 Piketty (2011).

## Part des héritages dans le revenu national, en %



est d'autant plus vrai que l'impôt sur les successions provoque relativement peu de distorsions comparé à d'autres<sup>5</sup>. Il est dès lors économiquement judicieux de taxer davantage les héritages, plutôt que de prélever d'autres impôts engendrant de plus fortes distorsions – on pense à l'impôt sur la fortune, mais aussi à ceux sur le salaire et le revenu<sup>6</sup>.

On ne peut, par ailleurs, pas conclure de ces résultats que l'imposition des successions doit obligatoirement s'effectuer au niveau fédéral. Selon mes précédentes recherches, réalisées avec le professeur assistant Raphaël Parchet de l'université de Lugano, les testateurs sont en effet assez peu mobiles<sup>7</sup>. En matière d'héritage, la concurrence fiscale ressemble plus à une illusion qu'à la réalité. Les cantons peuvent donc parfaitement augmenter la charge fiscale qui pèse sur eux, sans craindre un exode des contribuables.

Notons enfin que la progression des flux successoraux ne signifie pas nécessairement une concentration dynastique croissante des grandes fortunes. Piketty (2013) lui-même constate que les héritages actuels sont répartis de manière plus large et plus uniforme qu'il y a cent ans (il parle de «petits rentiers»). Nous ne savons pas comment évolue en Suisse l'inégalité entre les héritiers ainsi qu'entre ces derniers et les non-héritiers. Pour analyser cet aspect, il serait certainement intéressant de faire des recherches dans les archives des administrations fiscales cantonales.

5 Brühlhart et Parchet (2014b).

6 Voir également Salvi et Zobrist (2013).

7 Brühlhart et Parchet (2014a).

## Le potentiel de recettes provenant de l'impôt sur les successions est sous-estimé

Exprimée en francs, la valeur que nous avons estimée pour 2011 représente une somme héritée de 61 milliards. Ce sont même 76 milliards en 2015, d'après une extrapolation basée sur les taux de croissance observés de 2009 à 2013. Si nous partons de l'idée<sup>3</sup> qu'environ 40% des héritages dépassent 2 millions de francs et que 18% de ces sommes sont léguées aux conjoints (exonérés de l'impôt), le substrat fiscal estimé pour l'impôt proposé sur les successions s'élève à environ 25 milliards. Avec un taux unique de 20%, on peut tabler sur des recettes évoluant autour de 5 milliards de francs, bien que la question des dérogations, encore ouverte, fasse planer une certaine incertitude. Un examen plus détaillé suggère toutefois que le potentiel de recettes provenant de l'impôt fédéral sur les successions dépasserait les 3 milliards officiellement prévus<sup>4</sup>.

En Suisse, comme dans les autres pays, l'importance croissante de l'héritage résulte de trois phénomènes majeurs. Premièrement, on observe depuis la fin du «boom» de l'après-guerre une augmentation constante des fortunes privées par rapport au revenu national. Deuxièmement, les gens sont en moyenne plus riches au moment de leur décès, étant donné l'allongement de l'espérance de vie. Cette tendance est particulièrement marquée en Suisse, ce qui pourrait s'expliquer, du moins en partie, par une bonne prévoyance professionnelle. Troisièmement, le volume des donations durant la vie (également inclus dans notre calcul) ne cesse de croître. Vu l'âge toujours plus élevé des testateurs (85 ans en moyenne) et des héritiers (40 ans en moyenne), cela n'a rien de surprenant.

## La concurrence fiscale est une illusion

Que nous apprennent ces résultats empiriques sur l'imposition des successions? En premier lieu qu'en raison de l'importance croissante de l'héritage, le fisc ne devrait pas laisser ce substrat fiscal inexploité. Cela

3 En nous basant sur Daepf (2003) ainsi que Stutz, Bauer et Schmugge (2006).

4 Conseil fédéral (2013).

## Bibliographie

Brühlhart Marius et Moreau Élodie, Inheritance Flows in Switzerland, 1911-2011, document de travail, université de Lausanne, 2015.

Brühlhart Marius et Parchet Raphaël, «Alleged Tax Competition: The Mysterious Death of Inheritance Taxes in Switzerland», *Journal of Public Economics*, 111, pp. 63-78, 2014a.

Brühlhart Marius et Parchet Raphaël, «L'impôt sur les successions: le point de vue de la recherche scientifique», *La Vie économique*, 3-2014, 2014b.

Conseil fédéral, Message relatif à l'initiative populaire «Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS», Berne, 2013.

Piketty Thomas, «On the Long-Run Evolution of Inheritance: France 1820-2050», *Quarterly Journal of Economics*, 126(3), pp. 1071-1131, 2011.

Piketty Thomas, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, éditions du Seuil, Paris, 2013.  
Salvi Marco et Zobrist Luc, *Zwischen Last und Leistung: Ein Steuerkompass für die Schweiz*, Avenir Suisse et Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2013.

Schinke Christoph, *Inheritance in Germany 1911 to 2009: A Mortality Multiplier Approach*, SOEP Papers on Multidisciplinary Panel Data Research, 462, DIW Berlin, 2012.

Stutz Heidi, Bauer Tobias et Schmugge Susan, *Erben in der Schweiz*, éditions Rüegger, 2007.

## Marius Brühlhart

Faculté des Hautes Etudes Commerciales (HEC), Universität Lausanne